

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Strasbourg, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETEX (exSINIAT SA (anct LAFARGE PLATRES))

ZONE INDUSTRIELLE
68490 Ottmarsheim

Références : 0006700464_ETEX_2025_08_14_VIIC_AN25Combustion
Code AIOT : 0006700464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement ETEX (exSINIAT SA (anct LAFARGE PLATRES)) implanté ZI 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX (exSINIAT SA (anct LAFARGE PLATRES)
- ZI 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel et recyclé).

Pour satisfaire ses besoins énergétiques, le site dispose notamment de deux chaudières gaz : objet du contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-46-23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III et 81	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76-I	Sans objet
4	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant utilise du gaz naturel comme combustible afin de satisfaire les besoins en chaleur du process.

Pour cela deux chaudières à tubes de fumées sont exploitées. Ces chaudières sont bridées afin que la puissance totale des installations de combustion soit inférieure à 50 MW. La puissance déclarée est de 46,6 MW dont 33,3 MW pour la chaufferie.

L'inspection n'a pas pu lors du contrôle accéder au suivi du compteur gaz de la chaufferie afin de pouvoir estimer la puissance maximale délivrée par la chaufferie. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois le suivi de l'enregistrement du compteur gaz chaufferie sur l'année glissante, pour que l'inspection puisse statuer sur le respect des puissances déclarées.

L'inspection a constaté deux non-conformités relatives aux prescriptions applicables pour la chauf-

ferie :

- L'absence de déclaration des appareils au registre MCP (installations de combustion de moyenne puissance),
- Le non-respect de la valeur limite d'émission (VLE) admissible en oxydes d'azote (Nox) pour la chaudière 1.

Ces non-conformités font l'objet de demandes d'actions correctives. L'exploitant sera attentif aux différents délais indiqués dans le dernier constat concernant le non-respect de la VLE en Nox.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées à l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R 512-46-23
Thème(s) : Actions nationales 2025, Situation administrative
Prescription contrôlée : II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.
Constats : Au sein du porté à connaissance du 24 juin 2023 et via les compléments apportés le 4 juillet 2024, l'exploitant a mis à jour la puissance globale de ses installations de combustion. Il dispose d'une puissance totale de 46,6 MW comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière 1 : 14,1 MW bridée,• Chaudière 2 : 19,2 MW (soit 33,3MW pour la chaufferie),• Séchoir : 3 brûleurs de 3,3 MW,• Broyeur sécheur de 3,4 MW. Les appareils fonctionnent exclusivement au gaz et en simultanée. Ainsi, l'installation de combustion est classée sous la rubrique 2910-A1 sous le régime de l'enregistrement. Pour les chaudières : objet du contrôle, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 à enregistrement s'appliquent. Les émissions de ces chaudières disposent d'un unique exutoire. La chaudière 1 est bridée mécaniquement. L'inspection a pu constater la présence d'un plombage du capot conformément au rapport d'intervention du prestataire qui a réalisé le bridage des chaudières le 3 novembre 2022.

<p>La chaudière 2 a été bridée électroniquement le 3 novembre 2022 pour une puissance de 17,9 MW. Puis, suite à des besoins en chaleur, la puissance nominale a été remise en place le 26 juillet 2024 pour atteindre une puissance de 19,2 MW. L'attestation d'intervention du prestataire a été présentée.</p> <p>La chaufferie : les chaudières 1 et 2 disposent d'un compteur du débit de gaz. L'exploitant s'est engagé à transmettre le suivi de l'enregistrement de ce compteur à l'inspection. En effet, le suivi de cet enregistrement permettra à l'inspection de statuer quant au respect de la puissance maximale déclarée pour la chaufferie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois le suivi de l'enregistrement du compteur gaz chaufferie sur l'année glissante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Registre MCP

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; - au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW,

<p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas au jour du contrôle réalisé de déclaration MCP sur le site internet "démarches simplifiées". Étant donné que les chaudières sont des installations de puissance supérieure à 5MW, cette déclaration aurait du être réalisée avant le 31 décembre 2023. L'absence de déclaration constitue une non-conformité.</p> <p>Afin d'effectuer sa déclaration, l'exploitant a posé des questions à l'inspection par mail du 14 aout 2025. Une réponse lui a été apportée par mail du 18 aout 2025. L'inspection lui a demandé de transmettre un justificatif de dépôt de sa déclaration. Ce justificatif n'a à ce jour pas été transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la synthèse récapitulative de la déclaration MCP, dès lors qu'elle sera saisie au sein de "démarches simplifiées".</p> <p>Pour accéder à la déclaration :</p> <p>https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-re-cueil-d</p> <p>Pour modifier la déclaration ou pour toutes questions concernant le remplissage : demarches.simplifiees.bqa@developpement-durable.gouv.fr</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Mesures périodiques rejets air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 76-I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :</p>

<p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
<p>Constats :</p> <p>Le prestataire qui réalise les mesures est accrédité COFRAC selon l'Arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 12 août 2025 le rapport des mesures des rejets atmosphériques des chaudières 1 et 2 réalisées le 27 janvier 2025. Puis, lors de la visite d'inspection, il a présenté le rapport des mesures des rejets atmosphériques des chaudières 1 et 2 réalisées le 20 décembre 2022.</p> <p>La fréquence de contrôle des rejets atmosphériques des chaudières est fixée à "tous les deux ans" car les appareils consomment du gaz naturel, combustible visé par la rubrique 2910-A.</p> <p>Le fréquence est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Conditions de référence des VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au sein des rapports de suivi des émissions atmosphériques des chaudières du 20 décembre 2022 et du 27 janvier 2025, les résultats sont rapportés à des conditions normales de température et de pression. Le taux d'oxygène pris en référence est de 3%. Ceci est conforme à la prescription étant donné que le combustible est du gaz naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III et 81
Thème(s) : Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 58-III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;</p> <p>Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³) Gaz naturel, Biométhane $5 \leq P < 10$: - / 150 / - / 100 $10 \leq P < 20$: - / 120 (4) / - / 100 $P \geq 20$: - / 100 (5) / - / 100</p> <p>(1) Installation dont l'enregistrement initial a été accordé avant le 27 novembre 2002, ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NO_x : 450 (2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550 (3) Installation qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an NO_x : 200 (4) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée - NO_x : 150 (5) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010/ NO_x : 120 (6) Installation consommant du charbon pulvérisé / CO : 100</p> <p>Art. 81 Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>La puissance de chacune des chaudières est comprise entre 10 et 20MW. Les valeurs limites d'émissions fixées pour ces appareils sont les suivantes : La teneur en CO au sein des émissions atmosphériques est fixée à 100 mg/Nm³. Étant donné que les chaudières sont des systèmes à tubes de fumée la valeur limite d'émission en Nox est fixée à 150 mg/Nm³.</p> <p>Au sein des rapports de mesures des émissions atmosphériques des chaudières du 20 décembre 2022 et du 27 janvier 2025, les teneurs en CO sont conformes.</p> <p>Au sein du dernier rapport de mesure, la teneur en Nox pour la chaudière 2 est conforme, tandis que pour la chaudière 1 la concentration en Nox a été relevée à 201 mg/Nm³. Ceci constitue une non-conformité. Étant donné que la valeur limite d'émission en Nox fixée à 150 mg/Nm³ est applicable depuis le 1er janvier 2025, il n'est à ce stade pas proposé de mise en demeure. Cependant, différentes actions détaillées ci-dessous sont demandées à l'exploitant afin de revenir en conformité.</p> <p>De plus, au sein du rapport du 20 décembre 2022, la concentration en Nox pour la chaudière 2 a été relevée à 219 mg/Nm³. En date de la mesure, cette teneur était conforme. En effet, l'article 58</p>

-I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précise :

"Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;

Gaz naturel, biométhane : 10<Puissance<20MW : 100 (14) (15) (16) (22)

(15) : Installation enregistrée avant le 1er janvier 1998 dont plus de 50% de la puissance totale est fournie par des générateur à tubes de fumées: Nox 225mg/Nm3. "

La chaudière 2 dispose des mêmes équipements mais elle est équipée depuis 2014 de 2 brûleurs faible émission Nox. Ceci peut expliquer la non-conformité relevée sur la chaudière 1 qui a priori dispose des brûleurs d'origine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous **3 mois** à compter de la réception du présent rapport un plan d'action permettant de revenir en conformité sur la valeur limite d'émission en Nox de la chaudière 1.

Le plan d'action sera accompagné des délais de mise en œuvre de la,les solution(s) retenue(s).

Un retour à la conformité est attendu sous **6 mois** à compter de la réception du présent rapport.

Sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant propose des mesures compensatoires permettant de limiter les émissions de Nox de la chaudière 1 durant la mise en conformité.

En cas de non-respect de ces délais, il sera proposé à Monsieur le Préfet une mise en demeure.

Il est rappelé à l'exploitant les articles suivants de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

Art. 56 III. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité **dans les plus brefs délais**. L'exploitant **conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité**.

Art.83-bis

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émissions jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois